



Pourquoi les réponses des Palestiniens au projet d'annexion israélien sont-elles si dérisoires?

Par [Adnan Abu Amer](#)

Mondialisation.ca, 28 juin 2020

[Middle East Monitor](#) 8 juin 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Histoire et Géopolitique](#), [Loi et Justice](#)

L'armée israélienne se prépare à l'annexion de la Cisjordanie, et aux réactions palestiniennes, bien que les appels à l'action contre l'État d'occupation risquent de rester vains dans les circonstances actuelles.

Il est, en effet, peu probable que les Palestiniens s'engagent dans des activités contre Israël pour diverses raisons, les principales étant le rejet par l'Autorité palestinienne de la résistance armée (le président Mahmoud Abbas est prêt à contrecarrer les attaques contre l'État colonisateur), la mauvaise situation économique et la crainte du Fatah de voir le Hamas prendre le contrôle de la Cisjordanie.

Le compte à rebours de l'annexion commence début juillet, et les services de sécurité israéliens estiment que si l'annexion a bien lieu, la résistance armée reprendra, tant en Cisjordanie qu'en Israël, et qu'elle pourrait provoquer l'effondrement de l'Autorité palestinienne. Une nouvelle intifada pourrait se déclencher.

L'armée et les services de sécurité israéliens ont évidemment envisagé la possibilité d'une escalade post-annexion, et s'entraînent à faire face aux différents scénarios qui pourraient voir le jour dans les territoires palestiniens occupés. Les Israéliens sont très inquiets des coûts des plans du gouvernement, qu'ils soient financiers et économiques ou en termes de sécurité et d'escalade sur le terrain.

Les experts israéliens en matière de sécurité et d'économie estiment qu'il en coûtera à l'État près de 288 millions de dollars pour faire face à l'opposition palestinienne à l'annexion. Une telle somme, basée sur les dernières données, déstabiliserait l'économie israélienne. En outre, dans le pire des cas, le recrutement des troupes supplémentaires nécessaires sur le terrain coûterait environ 28,8 millions de dollars par bataillon ; chaque bataillon opérationnel coûte 17 millions de dollars par an, plus 11,5 millions de dollars pour les salaires.

Au cours de l'opération Bouclier défensif en 2002, en Cisjordanie seulement, les forces de défense israéliennes avaient recruté cinq divisions, trois régulières et deux de réserve, et chaque réserve comptait 20 à 25 bataillons, coûtant des millions et des millions de dollars. Il faut ajouter à ces dépenses le coût de la police des frontières. Plus l'intifada durera, plus son coût augmentera.

De plus, des millions de dollars seront nécessaires pour moderniser les infrastructures et fournir des armes et des munitions spécifiques aux soldats et aux tireurs d'élite pour les

manifestations. Le cauchemar de la sécurité israélienne est que les forces de sécurité palestiniennes se joignent aux opérations contre les colons illégaux et les mouvements de l'armée sur les principales routes de Cisjordanie. Si cela se produisait, les Israéliens seraient obligés, selon les analystes, de mobiliser 10 bataillons de réserve d'ici la fin de 2020, car alors les Palestiniens n'auraient aucune raison d'arrêter leurs opérations contre Israël.

Cependant, ce ne sont pas ces prévisions qui inquiètent le plus les Israéliens qui s'opposent à l'annexion ; tout le projet leur semble néfaste, tant au plan moral et politique qu'au plan sécuritaire. Rien n'est gratuit en politique, et le plan d'annexion va vite devenir un casse-tête pour Israël.

Ce qui les inquiète le plus est qu'elle pourrait susciter une confrontation armée à la frontière nord du Liban et des actions offensives de citoyens palestiniens en Israël même, comme cela s'est produit au début de la seconde Intifada (Al-Aqsa), ce qui en alourdirait encore le prix. Elle pourrait également avoir des conséquences régionales.

Certes, l'AP n'a pas vraiment envie de rompre ses liens avec Israël et ne veut pas perdre son pouvoir politique et économique du fait d'une escalade généralisée. Mais la principale menace pour Israël n'est pas l'AP ; c'est l'opinion publique palestinienne. C'est un véritable défi, et l'AP aura du mal à tenir sa promesse selon laquelle l'arrêt de la collaboration en matière de sécurité avec les autorités d'occupation ne s'accompagnera pas d'une vague d'escalade.

La tension en Cisjordanie, et la mort d'un soldat de la brigade Golani frappé par une pierre dans la ville de Ya'bad, laissent penser que des opérations de résistance armée se préparent, qu'il s'agisse d'escalades organisées ou non. L'attaque a eu lieu pendant une période relativement calme pour Israël, qui a connu très peu d'attaques hostiles, même s'il y a eu quelques jets de pierres et quelques cocktails Molotov. Ces derniers incidents ont envoyé à Israël le message que toute confrontation avec la résistance palestinienne engendrera de nouvelles tensions et de nouveaux problèmes de sécurité.

Le calme relatif qui a régné en Cisjordanie au cours de la dernière décennie soulève d'ailleurs des questions sur la coopération de l'AP avec Israël et sur sa propre stabilité économique. Malgré le *statu quo* politique avec Israël, l'ère présidentielle d'Abbas, qui dure depuis 2005, a été caractérisée par des crises persistantes : Israël a lancé trois grandes offensives militaires contre Gaza en 2008-2009, 2012 et 2014 ; le « soulèvement au couteau » de 2015 ; la crise de la mosquée Al-Aqsa de 2017 ; le déménagement de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem en 2018 ; et les récents développements dramatiques de « l'accord du siècle » ainsi que la crise du coronavirus.

Les avertissements stratégiques d'Israël ont ponctué ces crises pour les empêcher de dégénérer en un soulèvement armé de l'importance de l'Intifada d'Al-Aqsa de 2000 ou en un troisième soulèvement populaire de l'importance de la Première Intifada de 1987. La menace d'une nouvelle intifada ne s'est pas concrétisée. Cette constatation nous amène à mettre en cause ce qu'on pourrait appeler l'étrange silence et la haine profonde de l'AP à l'égard de la lutte armée contre Israël, ainsi que de sa peur de voir le Hamas se renforcer et prendre le contrôle de la Cisjordanie.

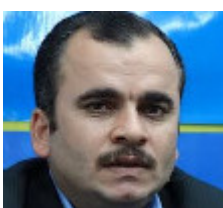
L'absence de toute véritable réponse palestinienne à l'agression israélienne est due en grande partie au fait que le peuple ne fait plus confiance à ses dirigeants. Pour lui, les hauts fonctionnaires de l'AP sont corrompus et sont un obstacle à la renaissance des institutions

politiques palestiniennes. Les sondages d'opinion donnent une indication claire de cette défiance, avec plus de 60 % des Palestiniens qui attendent avec impatience le départ de Mahmoud Abbas. L'AP est incapable de mobiliser le soutien du public pour les actions qu'elle promeut et cela explique pourquoi les réactions officielles au projet d'annexion d'Israël sont si inconsistantes.

Adnan Abu Amer

Article original en anglais : Why are Palestinian responses to the Israeli annexation plan so limited? [Middle East Monitor](#), le 8 juin 2020.

Traduction : Dominique Muselet pour [Chronique de Palestine](#)



Adnan Abu Amer dirige le département des sciences politiques et des médias de l'université [Umma Open Education](#) à Gaza, où il donne des cours sur l'histoire de la Cause palestinienne, la sécurité nationale et Israël. Il est titulaire d'un doctorat en histoire politique de l'université de Damas et a publié plusieurs ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Cause palestinienne et du conflit israélo-arabe. Il travaille également comme chercheur et traducteur pour des centres de recherche arabes et occidentaux et écrit régulièrement pour des journaux et magazines arabes.

La source originale de cet article est [Middle East Monitor](#)
Copyright © [Adnan Abu Amer](#), [Middle East Monitor](#), 2020

Articles Par : [Adnan Abu Amer](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca